

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome II : Ouvriers)

Brochure n° 3005-III

Convention collective nationale

IDCC : 2614. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome III : ETAM)

ACCORD DU 19 DÉCEMBRE 2007
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
(CHAMPAGNE-ARDENNE)

NOR : *ASET0850256M*

IDCC : *1702, 2614*

Entre :

La fédération régionale des travaux publics de la région Champagne-Ardenne, groupant les entreprises de travaux publics de Champagne-Ardenne, adhérentes :

- au syndicat professionnel régional de l'industrie routière (SPRIR) ;
- aux canalisateurs de France ;
- au syndicat régional des entrepreneurs de travaux publics de Champagne-Ardenne ;
- au syndicat des entreprises de génie électrique (SERCE) ;
- au syndicat des voies ferrées ;
- à l'union des industries et entreprises de l'eau et de l'environnement (UIE),

D'une part, et
La CFDT ;
La CFE-CGC BTP ;
La CGT-FO,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En l'application des dispositions du chapitre VIII-1 du titre VIII de la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992, le montant des indemnités professionnelles qui constituent l'indemnisation des petits déplacements est fixé comme suit, à compter du 1^{er} janvier 2008 pour les ouvriers occupés par les entreprises de travaux publics de Champagne-Ardenne.

Article 2

Conformément à l'article 4 de l'avenant n° 18 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 21 juillet 1965, les valeurs relatives aux transports et repas s'appliquent aux ETAM non sédentaires à compter du 1^{er} janvier 2008.

Article 3

Valeurs des indemnités de petits déplacements pour 2008

1. Indemnité de repas : 9,50 €.
2. Indemnité de frais de transport :
 - zone 1 : 2,38 € ;
 - zone 2 : 5,41 € ;
 - zone 3 : 7,61 € ;
 - zone 4 : 10,01 € ;
 - zone 5 : 12,16 €.
3. Indemnité de trajet :
 - zone 1 : 1,82 € ;
 - zone 2 : 3,48 € ;
 - zone 3 : 4,58 € ;
 - zone 4 : 5,63 € ;
 - zone 5 : 8,17 €.

Article 4

Le présent accord sera déposé en 2 exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes du département de la Marne, lieu des signatures.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Article 6

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer, conformément à l'article L. 132-9 du code du travail.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 19 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)